

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

GLISY, le 04/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAVREUX OSCAR (Le Crotoy)**

ST FIRMIN LES CROTOY

BP 10

80550 Le Crotoy

Références : 2023 E21094

Code AIOT : 0005103594

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement SAVREUX OSCAR (Le Crotoy) implanté MAYOCQ, CHEMIN DE BALIFOUR, LES CROCQS, etc 80550 Le Crotoy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAVREUX OSCAR (Le Crotoy)
- MAYOCQ, CHEMIN DE BALIFOUR, LES CROCQS, etc 80550 Le Crotoy
- Code AIOT : 0005103594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

□ L'établissement est autorisé au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement par arrêté préfectoral du 1er octobre 2001 d'une validité de 30 ans.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2016 a acté les modifications suivantes :

- l'inclusion de la parcelle AH59a d'une contenance de 5 000 m<sup>2</sup> au périmètre de la carrière (passage des convoyeurs terrestres entre les deux secteurs d'extraction) ;
- les conditions de remise en état ;
- le montant des garanties financières.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 26 octobre 2017 a acté les modifications suivantes :

- l'inclusion de la parcelle AK49pp au périmètre de la carrière par changement d'exploitant (ex Samog) ;
- une dérogation à la bande des 10 m (secteur en eau exploité conjointement par Samog).

L'arrêté préfectoral complémentaire du 31 août 2020 a acté les modifications suivantes :

- l'inclusion des parcelles AK49pp, CV8pp, AZ19, AZ20, AZ146pp et AZ147 d'une surface totale de 76429 m<sup>2</sup> (dont 70759 m<sup>2</sup> situés dans la zone extractible) au périmètre de la carrière par changement d'exploitant (ex Samog)
- une dérogation à la bande des 10 m pour ce qui concerne la parcelle AZ146pp
- une mise à jour du tableau de classement figurant à l'article 1 de l'APA du 01 octobre 2001, suite à l'évolution de la rubrique 2515 de la nomenclature des ICPE (décret n°2018-900 du 22 octobre 2018), l'installation de traitement primaire n'est plus soumise à autorisation mais à enregistrement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- « Circulation dans la carrière, plan de bornage et de situation, niveau sonore, garanties financières » visés aux articles 11, 29, 31, 24, 25 et 36.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01 octobre 2001 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 05 juillet 2016 et les articles 3 des arrêtés préfectoraux complémentaires des 26 octobre 2017 et 31 août 2020.
- « Aménagement installations broyage concassage, propreté des abords, prévention des accidents et des pollutions, dispositions de sécurité, consignes de sécurité, matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie » visés aux articles 6, 7, 8, 15, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517.
- « Rétention des aires de distribution de liquides inflammables » visée au point 2.9 de l'annexe I de l'AM du 19/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Circulation dans la carrière	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 11	/	Sans objet
2	Plan de bornage et de situation	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, articles 29 et 31	/	Sans objet
3	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 24	/	Sans objet
4	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 25	/	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 36.5	/	Sans objet
6	Garanties financières	AP Complémentaire du 26/10/2017, article 3	/	Sans objet
7	Garanties financières	AP Complémentaire du 31/08/2020, article 3	/	Sans objet
8	Aménagement installation broyage concassage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	/	Sans objet
9	Propreté des abords installation broyage, concassage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	/	Sans objet
10	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet
11	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	/	Sans objet
12	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	/	Sans objet
13	Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet
14	Rétention des aires de distribution de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, point 2.9 de l'annexe I	/	Sans objet



## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations formulées portent sur :

- la nécessité de fournir un plan comportant le bornage délimitant le périmètre de la carrière, représentant la totalité des parcelles situées en partie nord (dans les périmètres mais non exploitées), comportant les côtes altimétriques lisibles et une représentation clarifiée et uniformisée des périmètres d'autorisation et d'exploitation (cf articles 29 et 31 de l'APA du 01/10/2001)
- la nécessité de transmettre à l'inspection des IC le rapport relatif au nouveau contrôle des niveaux sonores.
- la nécessité de préciser et clarifier l'acte de cautionnement solidaire n° 656997 SE 002021
- la nécessité de vérifier les pentes et de remettre en état la rétention formée par l'aire de remplissage des engins en GNR (cf point 2.9 de l'annexe I de l'AM du 19/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation dans la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 11	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, circulation	
<b>Prescription contrôlée :</b>	<p><b><u>Article 11 - Circulation dans la carrière</u></b></p> <p>Un plan de circulation sera établi et réactualisé de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant portera ce plan à la connaissance des intéressés, par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes ...). La signalisation sera celle de la voie publique. Des aires de stationnement de capacité suffisante seront aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.</p> <p>Le plan de circulation à jour sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Des dispositions appropriées seront prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques ne puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes.</p> <p>Les emplacements des moyens de secours seront signalés et leur accès maintenus dégagés en toute circonstance.</p>
<p><b>Constats :</b> Présence d'un panneau représentant le plan de circulation près de l'entrée du site, à proximité des 2 ponts-bascule d'entrée et de sortie.</p> <p>Surface de parking à l'entrée à l'intérieur du site permettant le stationnement des poids-lourds, des véhicules particuliers du personnel et des engins.</p> <p>Présence d'un merlon de terre de séparation entre la zone de parking et la zone des installations de criblage-concassage et de stockage des matériaux.</p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, articles 29 et 31	
<b>Thème(s) :</b> Autre, plan de bornage et de situation	
<b>Prescription contrôlée :</b>	<p><b><u>Article 29 - Plan de bornage</u></b></p> <p>Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et des mesures particulières de police prescrites en application de l'article 107 du code minier, l'exploitation devra satisfaire aux prescriptions suivantes ; avant tout début d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>↳ des bornes seront placées pour délimiter le périmètre de la carrière ; elles seront maintenues en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,</li> <li>↳ un plan de bornage en deux exemplaires sera adressé dans les deux mois suivant la notification de l'arrêté d'autorisation, à l'inspection des installations classées.</li> </ul> <p><b><u>Article 31 - Plan de situation</u></b></p> <p>L'exploitant établira un plan à l'échelle 1/2 500ème. Sur ce plan seront reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>↳ les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ;</li> <li>↳ les bords de la fouille ;</li> <li>↳ les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ;</li> <li>↳ les zones remise en état ;</li> <li>↳ la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.</li> </ul> <p>L'article 15 de l'AM du 22/09/1994 modifié prescrit :</p> <p>« Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. »</p>
<p><b>Constats :</b> Le plan d'état des lieux en date du 28 octobre 2022 (dossier 28322) à l'échelle 1/2500 fourni par l'exploitant ne comporte pas l'indication des bornes. Aucun autre plan avec bornage n'a été fourni.</p> <p>Le plan est incomplet car il ne représente pas les parcelles situées en partie nord (dans les périmètres mais non exploitées).</p> <p>La représentation des périmètres d'autorisation et d'exploitation de la zone actuellement en extraction doit être clarifiée et uniformisée. Les périmètres doivent être représentés par des traits fermés.</p> <p>Les côtes altimétriques ne sont pas lisibles (écriture trop petite).</p> <p>Ces observations ont déjà été formulées lors de l'inspection du 09/06/2021.</p> <p><b>Il convient d'en tenir compte dans la prochaine réalisation du plan d'état des lieux, qui doit avoir lieu prochainement compte tenu de la mise à jour annuelle.</b></p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

### N° 3 : Niveau sonore

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit (valeurs)
<p><b>Prescription contrôlée</b>     <u>Article 24 - Valeurs maximales en limites de propriété</u></p> <p>Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé relatives aux bruits aériens émis par les carrières seront applicables à l'exploitation dans la limite des valeurs reprises ci-dessous :</p> <p>↳ période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés ..... 60 dB (A) ;</p> <p>↳ période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que dimanches et jours fériés ..... 50 dB (A).</p> <p>De plus, les bruits émis par l'activité du chantier ne doivent pas être à l'origine dans les locaux ou propriétés habités par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées d'une émergence sonore supérieure à :</p> <p>↳ 5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés ;</p> <p>↳ 3 dB (A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés ;</p> <p>l'émergence étant définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt, selon les dispositions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985.</p>
<p><b>Constats :</b> Les mesures de niveau sonore ont eu lieu du 15 au 17 juillet 2020 par Echopsy SASu (76960 Notre Dame de Bondeville) : cf rapport 2020.0653 du 09 septembre 2020. Le rapport conclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en période diurne, à la conformité des résultats</li> <li>- en période nocturne, à un dépassement de l'émergence pour le point ZER3 (zone à émergence réglementée) et du niveau sonore au point LP7 (limite de propriété).</li> </ul> <p>L'exploitant indique que le niveau sonore élevé au point LP7 devait être dû à des claquements de ressorts sur l'essoreur de la drague d'extraction. Cette défaillance a été réparée. De plus, la drague proche de cet emplacement a été déplacée en septembre 2021 pour entamer une nouvelle zone d'extraction à proximité des bureaux. Concernant le point ZER3 (ferme de M. Verduze), le convoyeur allant de la drague disposée en zone nord jusqu'à l'installation de concassage et présentant des chutes de matériaux, naturellement bruyant, a été supprimé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 4 : Niveau sonore

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit (contrôle)
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 25 - Vérification des valeurs-limites</u>  <p style="text-align: center;">L'exploitant fera réaliser à ses frais dès l'ouverture de la carrière, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs-limites réglementaires et de l'émergence en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un devis en date du 13 octobre 2023 pour réaliser un nouveau contrôle des niveaux sonores, établi par Echopsy et un bon de commande du 18 octobre 2023. Celui-ci permettra de vérifier l'efficacité des mesures prises (cf article ci-dessus). <b>Il conviendra de transmettre à l'inspection des IC le rapport relatif à ce nouveau contrôle dès sa réception.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 36.5 modifié par APC du 05/06/2016
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières pour la remise en état.
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>36.5- Montant des garanties financières  La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes de 5 ans. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état joint au dossier complété, présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.</p> <p>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état au cours de chacune des périodes est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ 520 278 € pour la première période ;</li> <li>⇒ 598 043 € pour la deuxième période ;</li> <li>⇒ 669 709 € pour la troisième période ;</li> <li>⇒ 627 252 € pour la quatrième période ;</li> <li>⇒ 403 152 € pour la cinquième période ;</li> <li>⇒ 329 012 € pour la sixième période (incluant 17 863 € pour la parcelle AH59a pp de 5000 m²) ; »</li> </ul>
<b>Constats :</b> → acte de cautionnement solidaire n° 656997 SE 002021 établi par Zurich Insurance plc (dont le siège social est situé à Zurich House, Ballsbridge Park, Dublin 4 (Irlande)), et signé le 30/06/2021 couvre la période allant du 01/10/2021 au <u>30/06/2026</u> (cinquième période) pour un montant de 654 484 €. Cet acte vise bien l'APA du 01/10/2001.  <b>Néanmoins, la date d'échéance du 30/06/2026 ne semble pas cohérente avec la date de l'APA en date du 01/10/2001 ; la date d'échéance de la période quinquennale devrait être 30/09/2026. Ce point demande un éclaircissement et/ou l'établissement d'un acte corrigé. Dans tous les cas, il convient d'être vigilant afin d'établir le prochain acte de cautionnement qui prendra effet au 01/07/2026.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/10/2017, article 3	
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières pour la remise en état.	
<b>Prescription contrôlée :</b>	<p><u>ARTICLE 1 :</u>            Sous réserve des droits des tiers, dans les limites des droits d'extraction dont est titulaire le bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions édictées ci-après et de celles pouvant être prescrites par voie d'arrêté complémentaire, la société « Entreprise Oscar Savreux », dont le siège social est situé Lieu-dit « Mayocq », 80550 Le Crotoy, est autorisée à se substituer à la société SAMOG SAS dans l'exploitation de la parcelle section AK n°49pp, de la carrière de sable et galets, sur le territoire de la commune de LE CROTOY (80), conformément au plan joint en annexe 1.</p> <p><u>ARTICLE 3 :</u>  <b>3.1-</b> L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à 12 001 euros TTC, l'indice TP01 retenu étant celui de juillet 2016. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.  <b>3.2-</b> Le document établissant la constitution des garanties financières doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction.  <b>3.3-</b> L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés et constatés par l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Dans un courrier du 22/07/2021, l'exploitant explique que le montant de 654 484 € cité à l'article ci-dessus correspond à la somme résultant de l'addition de 641 438 € (montant actualisé pour la 5ème période définie à l'article 36.5 ci-dessus) et de 13 045 € (montant actualisé des 12 001 € cité à l'article 3 ci-dessus).</p> <p><b>A cet effet, l'acte de cautionnement n° 656997 SE 002021 précité doit clairement citer également les références de l'APC du 26/10/2017.</b></p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

## N° 7 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2020, article 3	
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières pour la remise en état.	
<b>Prescription contrôlée :</b>	<p><u>Article 1</u>            Sous réserve des droits des tiers, dans les limites des droits d'extraction dont est titulaire le bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions édictées ci-après et de celles pouvant être prescrites par voie d'arrêté complémentaire, la société « Oscar Savreux », dont le siège social est situé Lieu-dit « Mayocq », 80550 Le Crotoy, est autorisée à se substituer à la société « SAMOG » dans l'exploitation des parcelles AK49pp, CV8pp, AZ19, AZ20, AZ146pp et AZ147 d'une surface totale de 76 429 m², dont 70 759 m² situés dans la zone extractible, de la carrière de sable et galets, sur le territoire de la commune de Le Crotoy (80), conformément au plan joint en annexe 1.</p> <p><u>Article 3</u>  <b>3.1-</b> L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à 109 025 euros TTC, l'indice TP01 retenu étant celui d'août 2019. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.  <b>3.2-</b> Le document établissant la constitution des garanties financières doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction.  <b>3.1-</b> L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état aient été réalisés et constatés par l'inspection des installations classées.</p>

<p><b>Constats :</b> → acte de cautionnement solidaire n° 656997 SE 002022 établi par Zurich Insurance plc (dont le siège social est situé à Zurich House, Ballsbridge Park, Dublin 4 (Irlande)), et signé le 01/07/2021 couvre la période allant du 01/10/2021 au 30/09/2026 pour un montant de 109 025 €. Cet acte vise bien l'APC du 31/08/2020. L'extraction a lieu actuellement dans cette zone.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 8 : Aménagement installation broyage concassage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement</p>
<p><b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses: Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. Les surfaces où cela est possible sont végétalisées. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. « Les produits minéraux ou les déchets non dangereux inertes entrants, sortants ou en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet. « L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés: « - les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ; « - la liste des pistes revêtues ; « - les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ; « - les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus. « Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire. »</p>
<p><b>Constats :</b> Présence d'une installation fixe d'arrosage des pistes complétée par un tracteur agricole avec citerne. L'exploitant a indiqué qu'un système de brumisation sur les convoyeurs va être mis en place en sortie de broyeur sur le « concassé » en 2024. Existence d'un arrosage sur le tas de sable concassé 0-5 mm. Présence d'un talus d'une hauteur d'environ 1,50 m enherbée le long de la clôture (côté nord de l'entrée des poids lourds).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 9 : Propreté des abords installation broyage, concassage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté des abords
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements « ou des stocks » de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. « Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. »
<b>Constats :</b> Un employé est chargé du nettoyage autour de l'installation circulant à pied ou en véhicule. L'exploitant fait état d'un registre de suivi des structures et passerelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Prévention des accidents et des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> L'installation est conduite sous la surveillance permanente du pilote d'installation en salle de contrôle secondé par un « rondier » sur le terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Dispositions de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les pompiers ont une clé du cadenas du portail d'entrée principale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.  Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'obligation du permis de travail pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>« - les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ; »</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et convoyeurs ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues dans le présent arrêté ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- les modes opératoires ;</li><li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li><li>- les instructions de maintenance et nettoyage « , y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages » ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul>



Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.

Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.

**Constats :** L'exploitant a transmis :

- le document « prescriptions et consignes spécifiques aux concasseurs » et celui relatif aux cribles
- la procédure d'urgence incendie et explosion ; celle-ci précise notamment la classe d'extincteurs à utiliser en fonction du type de feux et les numéros de téléphone des pompiers et des personnes à prévenir ;
- un modèle vierge de permis de travail
- un modèle vierge de permis de feu, à remplir avant tout travail par « point chaud »
- le tableau de synthèse de vérification périodique des arrêts d'urgence, réalisée le 1<sup>er</sup> mars 2023

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 13 : Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, sécurité et incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place « ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions ».

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :** Vu le rapport d'intervention Chubb – Sicli (bon de travail n° 17307603) faisant apparaître la vérification des extincteurs en date du 21/12/2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 14 : Rétention des aires de distribution de liquides inflammables

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/12/2008, point 2.9 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pollutions

**Prescription contrôlée :**

##### 2.9. Rétention des aires et locaux de travail

Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.



Objet du contrôle :

- présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement.

**Constats :** Présence de flaques d'eau en bordure de l'aire de remplissage des engins en GNR. Apparemment, la pente du sol bétonné ne permet plus le recueil des liquides au point central disposant d'une bouche de récupération des liquides.

**Il convient donc de vérifier les pentes et de remettre en état la rétention formée par l'aire de remplissage des engins en GNR.**

L'autre aire de remplissage des véhicules routiers en gasoil est en bon état.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

